

Pour diffusion immédiate  
**COMMUNIQUÉ**

*Nomination du Conseil des ministres*

## **L'éducation doit devenir la priorité de tous les ministres!**

**Québec, le 20 octobre 2022.** – Des dizaines d'enseignantes et enseignants manifesteront cet après-midi à Québec, aux abords de l'Assemblée nationale, à l'occasion de la nomination du Conseil des ministres, afin de rappeler à François Legault la promesse qu'il a faite le soir de sa victoire électorale : faire de l'éducation « la priorité des priorités ». C'est pourquoi, pour les quatre prochaines années, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) s'attend à ce que chaque ministre se demande comment son ministère peut soutenir l'école publique face à l'urgence de la situation.

« Le piètre état dans lequel se retrouve le réseau scolaire dépasse le ministère de l'Éducation. Il faut désormais que l'avenir de cette institution devienne une responsabilité partagée. Nous voulons donc que tous les ministres contribuent à améliorer le réseau des écoles publiques au Québec et qu'ils tendent la main à la personne nommée ministre de l'Éducation. Il faudra plus que de belles paroles pour rendre le système scolaire équitable. Chaque ministère devra être attentif et conscient des défis du milieu afin de trouver des façons de contribuer à améliorer son sort », déclare Mélanie Hubert, présidente de la FAE.

Bien entendu, ce qui relève de la pédagogie doit demeurer l'apanage des premiers experts en la matière, soit les enseignantes et enseignants, et tout enjeu concernant la triple mission de l'école publique doit demeurer la responsabilité des acteurs du milieu scolaire. Toutefois, les établissements d'enseignement évoluent dans un environnement physique et dans un milieu social influencés par de multiples facteurs qui concernent toute la société. Par conséquent, les autres ministères doivent pouvoir mettre à contribution leurs expertises afin de soutenir l'école publique.

Par exemple, la FAE s'attend à ce que la pénurie dans le milieu enseignant devienne un enjeu prioritaire pour la personne qui deviendra ministre de l'Immigration ou encore pour le ou la ministre responsable des Aînés afin de recruter des enseignantes et enseignants qualifiés. La FAE s'attend aussi à ce que les enjeux de mobilité du personnel enseignant soient pris en compte par le ministère des Transports lorsque des projets sont lancés ou des travaux sont effectués, sachant qu'ils peuvent aggraver la pénurie. Par exemple, les difficultés de transports causées par la fermeture du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, qui risquent de provoquer l'exode de la main-d'œuvre scolaire hors de Montréal, doivent devenir prioritaires pour la personne qui sera ministre des Transports, afin de prévoir des mesures d'atténuation.

La FAE s'attend à ce que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale fasse de la lutte contre la pauvreté une priorité pour que chaque élève arrive à l'école le ventre plein et la tête prête à apprendre. Ce ministère doit aussi convaincre les entreprises que les formations accélérées et écourtées ne serviront personne à long terme, puisque la main-d'œuvre ne sera pas qualifiée adéquatement pour occuper d'autres emplois. La FAE souhaite que la personne qui sera responsable du Conseil du trésor assure un suivi serré des investissements promis pour la construction de nouvelles écoles et qu'elle rende plus attrayante la rénovation de celles-ci pour le milieu de la construction afin d'accélérer la mise en œuvre des chantiers.

## **Premier geste : une nouvelle convention collective**

En premier lieu, la personne nommée à l'Éducation devra poser des gestes concrets pour prendre soin de l'école publique, des enseignantes et enseignants ainsi que des élèves, jeunes et adultes, qui la fréquentent. « Le ou la ministre devra entamer la négociation d'une nouvelle convention collective dans moins de deux semaines, et cela, dans un contexte où il y a encore une centaine de postes à temps plein régulier à combler, huit semaines après la rentrée scolaire », souligne la présidente de la FAE. « Pour ce faire, la personne devra s'approprier rapidement les nombreux enjeux. Or, le milieu de l'éducation est très complexe, donc les enseignantes et enseignants de tous les niveaux s'attendent à être écoutés pour compenser le manque de connaissances du milieu. Les profs veulent aussi quelqu'un qui saura faire preuve d'un leadership proactif pour anticiper les besoins du réseau des écoles publiques et planifier les années à venir, plutôt que de gérer les urgences lorsqu'elles se présentent, comme ce fut le cas les dernières années », précise Mme Hubert.

Comme par le passé, la Fédération entend collaborer avec cette personne afin de proposer des solutions structurantes pour répondre aux besoins criants des personnels et des populations scolaires. Toutefois, la FAE continuera d'être le chien de garde qu'elle a toujours été depuis sa création, peu importe qui sera nommé. « Il faut arrêter de jouer avec les chiffres et les lettres. Nous ne sommes pas dans un jeu télévisé. La personne en poste devra faire preuve de courage pour nommer les problèmes et pour mettre en œuvre des solutions efficaces », pointe madame Hubert.

Par ailleurs, la FAE s'attend à être informée et consultée en amont en tant que représentante syndicale des enseignantes et enseignants. Trop souvent, par le passé, les profs ont appris dans les médias la mise en place de projets pilotes, de nouveaux programmes, de réformes, etc., ou ont dû présenter des demandes d'accès à l'information. « Beaucoup de ministres se sont fait avaler par le dogmatisme du ministère de l'Éducation. Le prochain ou la prochaine ministre devra donc être assez ferme pour tenir tête aux pédagogocrates et pour imposer une vision de l'éducation qui se situe au-delà de toute partisanerie. Cet aspect a fait cruellement défaut lors du dernier mandat de François Legault! Espérons que la nouvelle personne en poste saura définir et partager une vision porteuse de l'éducation », conclut madame Hubert.

## **À propos de la FAE**

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent plus de 60 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire de l'École Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 2 600 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de Laval, de l'Outaouais, des Laurentides, de l'Estrie et de la Montérégie, où se situent les quatre plus grands pôles urbains du Québec.

- 30 -

**Source :** Fédération autonome de l'enseignement

**Renseignements :** Marie-Josée Nantel, conseillère aux communications  
[mj.nantel@lafae.qc.ca](mailto:mj.nantel@lafae.qc.ca) | 514 709-7763